



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la LIT-QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K. Marx)



Le 13 juin : votons liste 18.....p.2

Front des Gauches Au-delà des urnes : unifions les luttes !

Aussi dans ce numéro

Une grève spontanée à la STIB.....p.5

Le réforme de Bologne à l'ULB.....p.6

Grèce : leur lutte est celle de tous.....p.7

RDC : 50 ans d'«indépendance».....p.10

Haïti : quelle reconstruction ?.....p.12



Assez d'impunité pour Israël ! p.9

Le 13 juin, votons Front des Gauches

Les travailleurs sont appelés aux urnes contre leur gré. Le petit jeu de la « démocratie »... parlementaire bourgeoise commence à être de plus en plus remis en question (« ce sont toujours les mêmes têtes que l'on voit... »), et les gens ont de plus en plus conscience que les gouvernements successifs ne font rien pour les travailleurs. La campagne commence donc - pour tous les partis au parlement - par supplier les travailleurs d'aller voter. Et au-delà de cette propagande, relayée par les médias, il s'agit maintenant, pour la bourgeoisie, de détourner les luttes sur le terrain électoral. Plus besoin de grèves ni de mobilisations : il suffirait de voter pour la bonne liste, les bons candidats.

Malheureusement, les directions syndicales emboîtent le pas de cette campagne. Luc Cortebecq, président de la CSC, exhorte non seulement les travailleurs à aller voter, mais précise qu'il faut voter pour « des partis qui prennent leurs responsabilités ». Et il prend soin de préciser qu'il s'agit bel et bien des grands partis de la bourgeoisie. Pour Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne, s'il faut voter pour « les partis de gauche », c'est du PS qu'il s'agit, et, peut-être, d'Ecolo, s'il se comporte bien.¹

Le PTB, pour sa part, renie son passé du « Tout le pouvoir aux ouvriers »². Pour lui, la solution aux problèmes ne viendra pas de la mobilisation des

travailleurs mais du renforcement de l'appareil du parti, quand ils auront « un parlementaire du PTB ». Pour nous, les élections ne peuvent pas être un alibi pour passer les luttes sous silence, bien au contraire. Les travailleurs n'ont rien à espérer du parlement et des gouvernements de la bourgeoisie.

C'est dans ce cadre que nous devons profiter de ces élections, d'un climat de débat politique plus intense, pour construire une campagne mise immédiatement au service des luttes et pour avancer dans l'organisation même des travailleurs. A Bruxelles et en Wallonie, différents partis de la gauche radicale se sont unis, comme en 2009, dans un « Front des Gauches », avec l'excellente initiative de présenter une liste bilingue à Bruxelles, se distanciant ainsi clairement du cirque des rivalités communautaires. Il s'agit, bien sûr, d'un front électoral, et il ne montrera vraiment son utilité que si, au-delà des urnes, il permet d'intervenir de manière coordonnée dans les luttes quotidiennes des travailleurs.

Ce n'est pas garanti. L'expérience des listes unitaires de 2009 n'est pas très encourageante. D'autre part, pour plusieurs partenaires du Front, une démarche différente a malheureusement prévalu en Flandre. Le PSL/LSP et le CAP font partie du Front des Gauches mais se présentent seuls en Flandre. Le PC/KP et la LCR/SAP font également

partie du Front des Gauches mais soutiennent le PTB/PvdA en Flandre.

La LCT invite à voter pour des travailleurs et des jeunes reconnus pour leur engagement dans la lutte, inscrits sur les listes du Front des Gauches, et de voter blanc ou de ne pas voter là où ce Front ne se présente pas. Mais surtout, au-delà des urnes, nous encourageons et nous nous proposons de contribuer à ce que **cette union soit un pas en avant vers une unité d'action permanente dans les luttes**, sur le terrain de notre classe. Les élections ne peuvent pas nous ralentir dans notre appui actif aux luttes. Au contraire, plus que jamais, l'exemple de la Grèce et d'autres pays européens montre que la seule façon de défendre nos intérêts est la mobilisation et l'organisation propre de notre classe. L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, disait Marx. Face à la surenchère électorale, nous devons **exiger des directions syndicales d'organiser un plan national de lutte**, pour mettre un coup d'arrêt aux politiques qui manœuvrent constamment pour faire payer la crise aux travailleurs.

¹ Le Soir 14/05/2010

² Alle Macht aan de Arbeiders / Tout le pouvoir aux ouvriers (AMADA / TPO) était le nom du PTB lors de sa fondation en 1970.

Au-delà de la liste unitaire : unité d'action ! Au-delà des urnes : unifions les luttes !



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre de

1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Crise communautaire, élections et plan d'austérité

Le 22 avril, les libéraux flamands quittent la coalition majoritaire et Leterme s'en va une nouvelle fois remettre sa démission au Roi. Le lendemain, l'éditorialiste du *Laatste Nieuws*, le plus grand quotidien de Belgique, déclare qu'Alexander de Croo, le président de l'Open-VLD, « a préservé notre pays [...] d'une année, voire de deux années d'immobilisme »... concernant BHV. Est-ce cela le problème des travailleurs ?

La polémique sur BHV, cet arrondissement électoral et judiciaire qu'il s'agit de scinder pour y restreindre l'emploi des langues et la présentation de listes électorales, n'est qu'une des pièces de l'échiquier politique dans la longue bataille que mènent les élites économiques pour transférer certaines compétences aux Régions, sans remettre en cause l'indispensable Etat fédéral belge. Personne ne veut aujourd'hui scinder l'armée, la Banque Nationale, ou même la participation à l'Union européenne. Mais la division en Régions permet souvent au grand capital d'obtenir de meilleures conditions d'investissement en faisant jouer la concurrence entre entités sur le plan social, fiscal ou environnemental. Il serait par exemple plus facile de privatiser le transport ferroviaire morceau par morceau si cette « compétence » était régionalisée. Et surtout, une scission de la sécurité sociale et du droit du travail permettrait de mieux raboter les acquis sociaux dans ces domaines.

Les vagues de provocations communautaires auxquelles se livrent les partis exaspèrent la population, qui n'y voit qu'un détail de politiciens. Mais ce sont toujours un bon moyen de diviser la classe ouvrière belge entre « flamands séparatistes-égoïstes » et « wallons conservateurs-profiteurs » : une ruse pour permettre aux possédants – flamands ou wallons – de faire leurs affaires sur le dos des travailleurs – wallons ou flamands – afin de détourner leur attention de leurs intérêts communs.

Et la campagne électorale ne fera pas exception à cette politique : les mesures d'austérité que la bourgeoisie voudra appliquer... « on verra après le 13 juin ».

La crise de l'euro et l'exploitation par le capital financier

Aujourd'hui, à travers l'Europe, la grande affaire, c'est de faire appliquer des plans d'austérité de manière à pouvoir rembourser les prêts publics aux banques ; ces mêmes banques à qui nos Etats ont permis de continuer à spéculer et à s'enrichir. Les « marchés » attaquent de nouveau et exigent, en bonne logique capitaliste, que les Etats fassent le nécessaire pour « sauver l'économie », c'est à dire, pour récupérer l'argent des cadeaux octroyés aux banquiers en faillite. Les

de surproduction capitaliste met en cause le taux de bénéfice du capital, ce qui exige une exploitation accrue du prolétariat.

Face aux menaces qui pèseraient sur l'euro, dont la valeur dégringole par rapport au dollar et qui perd de l'espace en Amérique latine et en Asie, les ministres européens se réunissent en urgence. L'Allemagne et la France haussent le ton et veulent discipliner la gestion financière des pays jugés irresponsables. « *L'une des conclusions est qu'il est apparu très clairement qu'il existe un large consensus sur des sanctions financières et non financières* », assure Herman Van Rompuy à l'issue d'une réunion des ministres des finances européens¹.

Quelle est la situation en Belgique ?

Il y a peu, les gouvernements « socialistes » du Portugal et d'Espagne suivaient le chemin de la Grèce et annonçaient une succession de « plans de crise ». Et en Belgique, quelle est la situation ? Notre dette publique atteindra bientôt 100% du PIB, alors que le Pacte de stabilité recommandait de ne pas dépasser la barre des 60%. Le gouvernement doit rembourser plus de 25 milliards d'euros pour 2010, une dette qui est financée à plus de 90% par des emprunts publics². Les

analystes estiment que nous n'avons pas de risque d'insolvabilité. Toutefois, début mai, avec la spéculation sur la crise de l'euro et l'annonce de la reprise d'une partie des obligations grecques par la Belgique, le taux d'émission belge a brusquement grimpé à 3,48 %... il était de 0,02 % en 2007 ! « *Un écart qui montre combien la Belgique doit impérativement juguler son déficit et maîtriser sa dette* », conclut le journal *L'Echo*³.

Les mesures d'austérité

Grèce

Après avoir donné 17 milliards d'euros aux banques, le gouvernement a annoncé, début mars, de nouvelles mesures d'austérité qui doivent rapporter 4,8 milliards d'euros (2 % du PIB): « Nous sommes en train de faire un effort énorme pour regagner la crédibilité des marchés ». La TVA passe de 19 % à 21 %. Les taxes sur l'alcool augmentent de 20 % et la taxe de l'essence de 8 cent par litre. Le salaire dans la fonction publique est diminué de 3 à 5 %. Les pensions sont gelés.

Espagne

La TVA augmente de 2 points. Le salaire des fonctionnaires diminue de 5 %. La plupart des pensions sont gelés. Une réforme des lois du travail rend le licenciement moins onéreux pour le patron. L'âge de la retraite passe à 67 ans. La prime à la naissance de 2500 euro est supprimée.

Portugal

Le salaire des fonctionnaires est gelé, et sur deux départs, un seul est remplacé. La TVA normale de 19 % passe à 21 %, et la TVA de 5 % pour les articles de première nécessité passe à 6 %. L'impôt sur le revenu augmente de 1,5 %

Etats ont repris à leur charge les déficits privés et doivent maintenant garantir que les échéances de cette dette, devenue publique, seront payées régulièrement avec un joli taux d'intérêt, moyennant le pillage de toute la population. Si l'Etat allemand assume une partie de la dette grecque, ce n'est finalement que pour rembourser les capitaux allemands investis en Grèce. Tous ces calculs ne changent rien au fond de la question, qui est que la crise

L'objectif annoncé des divers gouvernements du pays est d'atteindre l'équilibre budgétaire au plus tard en 2015. Cela nécessite de faire entrer dans les caisses de l'Etat près de 22 milliards d'euros... bien plus que ce qui avait été consenti à l'époque du Plan Global en 1993. Le 20 septembre 2009, avant consultation par le parlement, Yves Leterme déposait un plan d'austérité pour la Belgique à la Commission européenne. L'appel des patrons « Laissez-nous entreprendre » du 25 janvier trouvait ensuite écho auprès de Laurette Onkelinx : elle annonce un vaste « pacte social » qui réduirait la participation patronale au budget de la sécu de 10 milliards d'euros par an ! Il s'agit d'un vol délibéré d'une partie du salaire indirect des travailleurs au profit du patronat. La mise en route est toutefois laissée au gouvernement issu des élections de ce 13 juin...

L'enjeu électoral

Il est évident que les mesures d'austérité seraient plus facilement appliquées via une réforme de l'Etat qui scinderait tout ou partie de la politique fiscale, de la sécurité sociale et du droit du travail, confiant ainsi tous les leviers socio-économiques aux Régions. C'est d'ailleurs la revendication principale de la NV-A, un parti autonomiste radical pointé en tête des sondages⁴ en Flandre.

Mais aujourd'hui, en Belgique, il ne s'agit pas seulement d'organiser une réforme de l'Etat. Il s'agit de parvenir à imposer un plan d'austérité conséquent. A l'heure où nous écrivons ces lignes, les médias parlent de Di Rupo comme candidat Premier ministre : il semble plébiscité même en Flandre et le PS-SP.a pourrait devenir la première famille politique du pays... une famille qui peut compter sur le « soutien critique » de l'appareil de direction de la FGTB-ABVV. Le rôle du PS dans la lutte des classes est indéniable. L'histoire du PS – qui avait déjà soutenu le Plan Global – ainsi que les

dernières propositions d'Onkelinx ne laissent planer aucun doute sur sa capacité de collaboration et de trahison dans sa prétendue défense des droits des travailleurs.

Aucune réforme ne pourra éviter l'austérité

Certains nous disent que « *L'Etat doit rassurer les gens et désarmer les spéculateurs*⁵ ». Mais comment l'Etat en serait-il capable ? Sans rupture avec le capitalisme, c'est-à-dire sans abolition de la propriété privée des moyens de production et de la course structurelle au profit (qui constituent la base ultime du secteur financier international et de la spéculation), l'Etat bourgeois n'a pas d'autre fin que de contraindre les travailleurs à se vider les poches pour rembourser sans attendre les créances privées des banques. Tout le reste, les discours rassurants, les conclaves budgétaires, les garanties pour « rétablir la confiance », pour instaurer une « gouvernance économique européenne », pour réguler l'activité des fameux fonds spéculatifs (hedge funds),... tout cela n'a pour but que de fourbir ses armes pour mieux imposer « la rigueur », bref de **gagner du terrain dans la lutte des classes**. En effet, dans le cas de la Grèce, les prêts de 110 milliards venant de l'UE et du FMI ne tiennent que si le gouvernement grec parvient à respecter ses engagements. Le Premier ministre du gouvernement belge « en affaires courantes » vient d'ailleurs d'interrompre brièvement sa campagne électorale et de se déplacer en personne auprès de son homologue grec pour s'assurer de ce « détail ». Il ne suffit pas d'annoncer les mesures adéquates, il faut réussir à les appliquer, sans quoi rien ne change au niveau de la « solidité financière » des Etats. Et le dernier mot est finalement donné par la lutte des classes.

La seule alternative est dans la lutte de la classe ouvrière

C'est aux travailleurs qu'il revient de se battre contre l'intensification des

attaques qui se préparent. La combativité du peuple grec est un exemple pour toute la classe ouvrière européenne. Leur appel à la solidarité de classe à l'échelle européenne trouve un écho dans d'autres pays. Très clairement, aucune solution de fond ne peut plus être trouvée à la crise du capitalisme au niveau national.

Dans notre pays, malgré la dramatisation médiatique constante, les travailleurs tournent le dos aux bagarres communautaires⁶. Les mesures anti-sociales vont s'accélérer et il faudra y opposer une réponse ferme. Le 27 mai, près de 5000 travailleurs descendaient dans les rues de La Louvière à l'appel de la FGTB : « *Pour la solidarité des travailleurs de Wallonie, de Belgique et d'Europe* » ; « *Emploi oui, austérité non !* ». Ils étaient encore un millier à Liège le lundi suivant. Ces manifestations doivent avoir un lendemain ! Dès maintenant, discutons à la base, au sein des délégations, d'un plan d'action national pour faire face aux attaques. Les organisations de gauche doivent se coordonner pour mieux se mettre au service de cette lutte, en mettant toutes leurs forces dans son extension et son unification à l'échelle nationale et internationale !

Dans différents pays européens, la revendication historique des pays du Tiers Monde acquiert à présent une actualité brûlante dans la vieille Europe : Non au paiement de la dette ! C'est un mot d'ordre central dans la lutte que mène l'avant-garde du mouvement social international pour battre en brèche la volonté de la bourgeoisie de forcer les travailleurs à payer la crise du capitalisme.

1 [www.rtbef.be/info 21/5/10](http://www.rtbef.be/info/21/5/10)

2 http://debtagency.be/fr_data_financing_requirements.htm

3 www.lecho.be 8/5/10

4 www.rtbef.be 22/5/10

5 L'édito de Solidaire du 13/05/10

6 La « marche pour la Belgique », que les politiciens des grands partis francophones ont soutenu, n'a que rassemblé 2.000 personnes le 16 mai de cette année contre 35.000 il y a deux ans.

Pour l'unité de la classe ouvrière belge et européenne !
Contre toute scission de la sécurité sociale et du droit du travail !
Contre tout plan d'austérité !
Non au paiement de la dette publique !
Expropriation et nationalisation sous contrôle ouvrier du secteur bancaire !
Partage des richesses ! Partage du temps de travail !



Une grève spontanée à la STIB

Le mardi 27 mai, les chauffeurs de bus du dépôt de Jacques Brel (Anderlecht) partent en grève spontanée. Ils réagissent sur le coup de l'émotion suite aux deux agressions de la veille, mais plus fondamentalement parce que, depuis des mois, il y a un ras-le-bol concernant la réorganisation des services et la rigidité que la nouvelle direction locale impose. Serge Dubois, chauffeur de bus et délégué CGSP-TBM dans ce dépôt, nous explique les événements et son bilan du conflit.

Le matin à 4h30, à la sortie des premiers bus, on a commencé à parler aux gens qui étaient là, en leur disant de ne pas sortir, qu'il y avait des problèmes et qu'on allait faire une assemblée générale à 7h30 pour que les gens puissent s'exprimer sur les problèmes au dépôt. Au début on est quand même monté à 80 % de grévistes.

Vous avez l'expérience de faire des assemblées générales ?

Avant, il n'y avait pas d'assemblée générale. Quand il y avait une grève spontanée, il y avait simplement des petites discussions entre nous, entre chauffeurs, entre chauffeurs et délégués... mais pas plus, et la journée se passait comme ça : à attendre. Des délégués allaient en réunion et annonçaient par après les résultats, mais il n'y avait jamais une assemblée générale qui demandait aux chauffeurs : « VOUS, qu'est ce que vous voulez mettre dans le cahier de revendications ? ». Maintenant, plusieurs fois déjà, on rencontre les chauffeurs et on leur dit : « il y a des points importants du style de relation avec les assistants de dépôt, avec le problème de l'agression. Et VOUS, qu'est-ce que vous voulez ? » Et là, évidemment, tout est sorti.

Et après l'assemblée ?

On a commencé à parler avec la direction. Après une pause vers 10h00, ils ont dit : « on veut bien discuter, mais les chauffeurs grévistes doivent prendre les bus et partir sur le réseau ». D'abord, moi j'avais dit non, « on est pas là pour ça, ce n'est pas notre rôle à nous ». Un autre délégué a dit : « qu'est-ce que vous donner pour ça ? Est-ce que vous couvrez ? ». La direction a dit : « non, on ne couvre pas ». Pour eux, ce n'est pas dans le règlement de la grève spontanée. Alors on est allé parler aux chauffeurs. Leur réponse était : « non, on sort pas ! ». La direction nous a rappelés et nous a dit : « ils doivent sortir, sinon on ne couvre

pas ». Nous avons répondu : « Si vous ne couvrez pas, il n'y a personne qui va aller leur demander de sortir ».

Qu'entends-tu par « couvrir » ?

Couvrir, cela veut dire que le syndicat ou alors la société paye les heures de grève. Mais il y a aussi le fameux code 51 qui dit qu'il s'agit d'une absence injustifiée, ce qui est très mauvais dans un dossier. On a donc demandé de ne pas appliquer le code 51. Cela veut dire qu'il n'y aurait pas de sanction. Et la direction a dit : « Non, rien du tout. On ne discute plus. » et ils sont partis. Par la suite, elle a commencé à mettre la pression en disant aux chauffeurs : « il y a le code 51, vous ne serez pas couverts, vous aurez des sanctions, si vous avez un examen bientôt, ça comptera, etc. ».

Le problème est que des permanents ont commencé à mettre la pression sur des délégués, en leur disant : « comme ce n'est pas couvert, il faudrait que les gens ressortent ». Et il y a des délégués qui ont joué le jeu et qui ont dit « aujourd'hui c'est fini, on arrête, on arrête » Alors on a dit : « non, on n'arrête pas, on va refaire une assemblée générale, et on va voir ce que EUX veulent ». Et là, à l'unanimité générale, la réponse était : « demain on continue, on continue ». La pression des permanents a alors augmenté, en disant à certains qu'il fallait dire aux agents de sortir parce qu'ils ne sont pas couverts, de leur dire : « Je ne peux plus rien faire pour vous, si vous étiez sorti, on aurait couvert la grève, mais ça dure trop longtemps, ce n'est plus une « action spontanée », ça devient une grève pour la journée... ». Et puis, suite à ce que les agents avaient souhaité, on leur a dit « écoutez, il n'y a pas de problème, nous, on vous suit, on le fait, on le fait ». De toute façon, pour moi, il fallait continuer.

Le lendemain matin, on est arrivé là à la même heure mais il y avait déjà beaucoup moins de chauffeurs. Vers

5h00 - 5h30 on était à peu près 30 %, on s'est rendu compte que ça partait à gauche à droite et on a compris que ça ne servait plus à rien de continuer.

Vous avez obtenu quelque chose ?

Après les deux réunions qu'on a eues, la direction a quand même fait un geste : elle a décidé de couvrir la grève du 27, et pour le 28, les gens seront payés pour les heures où ils ont roulé. Le reste serait retiré de leur « compte-temps », les heures supplémentaires. Donc le 27, on est payé 30 euros, et pour le 28, les gens vont perdre un peu d'heures. Mais ils vont tous recevoir une lettre de la direction disant que la grève spontanée n'était pas réglementaire, par rapport à ce que les délégués ont dit, mais que, par « bonté », elle décide de couvrir le premier jour de grève.

Que retiens-tu de la grève ?

C'était vraiment intéressant parce qu'on a vraiment senti que les agents avaient quelque chose sur le cœur et qu'ils devaient s'exprimer. Quand on a fait l'assemblée générale, où on a établi les revendications qu'on a portées à la direction, et qu'on est revenu, il n'y avait personne qui était retourné chez lui. Tout le monde attendait les réponses. Souvent, quand il y a une grève, les gens viennent très tôt le matin et une demi-heure après ils rentrent tous chez eux. La grève dure toute la journée mais on ne les voit plus. Tandis qu'ici, ils sont restés jusqu'à la fin. Régulièrement on a discuté avec eux pour voir les avancées. Quand on a rencontré la direction, il y a eu des discussions parce que celle-ci a d'abord voulu faire prendre la route aux chauffeurs. Après, on a été les voir et on leur a dit ce que voulait la direction, mais on leur a dit « c'est à vous à choisir... ». C'était vraiment un truc bien. Ça manque un peu à la STIB, mais les gens étaient bien conscients de ce qui se passait.

La réforme de Bologne à l'ULB

Pour répondre aux problèmes pédagogiques posés par le passage de quatre à cinq années d'études (décret de Bologne), l'ULB a entamé une grande réflexion sur son offre d'enseignement, avec l'objectif déclaré d'améliorer « la cohérence pédagogique des cursus », « la visibilité internationale » (rankings) et « l'employabilité de ses diplômés »¹. La faculté de Philosophie et Lettres est la première à appliquer une réforme de ses programmes dès la rentrée 2010. Le Doyen présente celle-ci comme une réponse à la nécessité de :²

- 1) Limiter les problèmes pratiques (horaires, locaux)
- 2) Réfléchir à l'identité facultaire
- 3) Se préparer à l'évaluation de la recherche en allégeant le poids des enseignements
- 4) Répartir plus équitablement les charges entre les enseignants
- 5) Améliorer notre pédagogie et offrir plus de clarté aux étudiants.

La pauvreté de ces deux arguments ne fait que souligner leur étroite parenté avec les mots d'ordre néo-libéraux actuels : recherche-brevets, enseignement-employabilité, qualité-compétitivité.

Dans ce cadre, il a été décidé de faire passer le poids des cours de 3-4 à 5 ECTS³ et d'augmenter le nombre de cours transversaux, communs à tous les étudiants de la faculté. Si la quantité d'heures suivies ne change pas, l'offre de cours est réduite de 20% (plus de 200 intitulés disparaissent) ; le choix d'options libres disparaît ; environ 20 cours sont supprimés pour chaque étudiant sur la totalité de son cursus. La spécialisation est reportée au niveau de la maîtrise tandis que se mettent en place des bacheliers généralistes et uniformisants, dans lesquels de nombreux cours sont désormais donnés simultanément à près de 800 étudiants. Quant aux professeurs, ils sont contraints, parfois pour leur plus grand bonheur mais pas toujours, de faire moins d'enseignement et plus de recherche, ce qui signifie que certaines sections ne possédant qu'un titulaire spécialisé sont partiellement détruites (égyptologie, paléontologie).

Durant tout le processus d'élaboration de la réforme en Commission des

programmes, d'octobre 2008 à février 2009, la volonté des autorités de l'ULB fut toujours d'écarter toute participation étudiante, profitant de l'accord tacite des délégations étudiantes, BePhil et BEA, qui ne se sont pas opposés à la réforme, ni au Conseil facultaire (CF) et ni au Conseil d'Administration (CA), pêchant tantôt par opportunisme, passivité ou inexpérience. Malgré cela, à l'issue du CA du 19/04, quelques délégués se sont saisis de l'information et l'ont diffusé aux étudiants qui se sont alors mobilisés massivement au CF du 22/04, à deux semaines des examens. Des militants se sont ensuite réunis de façon indépendante pour organiser une Assemblée Générale qui a vu près de 200 étudiants voter l'annulation de la réforme ainsi que l'exigence d'un refinancement de l'enseignement, appuyée par l'organisation d'une grève générale sur le campus. Ils n'étaient réellement appuyés que par une partie du BEA et des organisations de gauche. Face à leur manque d'engagement et d'esprit de lutte, une alternative d'organisation était nécessaire. Un petit groupe d'étudiants a donc constitué un comité de mobilisation ouvert et indépendant : le Comité Contre la Réforme, qui a dynamisé la contestation étudiante jusqu'au CA de la se-



main suivante avec occupation studieuse, affiches, tracts et pétition (700 signatures).

Le 10 mai, au cœur du blocus, 200 étudiants s'étaient encore rassemblés pour protester devant les portes du CA qui devait décider de l'avenir de leurs cursus. Les autorités les ont seulement autorisés à venir exprimer brièvement leurs revendications, sans leur laisser le droit d'assister au débat. Le vote a été perdu : 8 voix en faveur d'un moratoire

sur la réforme, 19 contre et 15 abstentions. Contre l'avis de la majorité de leur délégation, les étudiants ont alors envahi le CA qui a immédiatement été levé par les autorités.

Cette alternative politique qu'a représenté le Comité Contre la Réforme a pour mérite d'avoir encouragé la tenue d'AG délibératives et d'être parvenu à rassembler dans l'action nombre de personnes absentes jusque là du débat concernant l'avenir de l'éducation publique. Malgré l'heure tardive, cette lutte aurait pu être gagnée si les étudiants s'étaient organisés à la base aux côtés des professeurs, chercheurs et du personnel, autour d'un projet commun de défense de la qualité de l'enseignement, contre l'abandon des savoirs non rentabilisables et la configuration professionnelle forcée des cursus pour répondre aux nouveaux besoins en main-d'œuvre des entrepreneurs privés, dont la réforme de Bologne est le cadre européen.

Les étudiants ont encore obtenu la mise en place d'une commission chargée de rediscuter des programmes de cours, où ils siègeront pour 50%. Dès la rentrée prochaine, à partir de ce cadre, le comité pourra organiser des débats avec tous les corps de la faculté de Philosophie et Lettres ainsi que des autres facultés dont on sait déjà qu'elles seront prochainement touchées par des réformes identiques répondant aux mêmes impératifs. Il est en effet nécessaire que ce comité politique indépendant permette une unité et une solidarité concrète entre les étudiants et les travailleurs de l'éducation, mais aussi avec ceux des autres services publics progressivement démantelés et réduits en vache à lait du privé. A terme, c'est la condition même de la victoire !

1 Arguments repris du Plan stratégique du recteur et des Discours de rentrée académique.

2 D. Viviers, Procès verbal du conseil facultaire du 19 février 2009.

3 Les European Credit Transfert System sont des unités européennes standards qui permettent d'évaluer le travail fourni par un étudiant : 1 ECTS est censé représenter 12 heures de travail (exercices, travail personnel, cours) et une année devrait comprendre 60 crédits. Concernant sa fonction dans le cadre de la libéralisation, voir PI n°72.

Solidarité avec la classe ouvrière et le peuple grec !

Leur lutte est celle de tous !

Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs- Quatrième Internationale

15 mai 2010

Le 5 mai dernier, la classe ouvrière et le peuple grecs ont de nouveau paralysé complètement le pays, contre le plan brutal d'ajustement de l'Union européenne et du FMI, appliqué par le gouvernement « socialiste » du PASOK. C'est la quatrième grève générale depuis que, en décembre dernier, la crise de la dette grecque s'est déclenchée. Des marches grandioses ont parcouru Athènes et toutes les villes grecques. Des dizaines de milliers de manifestants ont encerclé et attaqué le parlement grec, la grande institution de la démocratie bourgeoise, transformée en chambre de soumission au diktat des grandes puissances de l'Union européenne. Les chocs avec la police se sont généralisés. Une nouvelle grève générale est appelée pour le 20 mai.

« Ils veulent nous transformer en pauvres »

Le plan d'ajustement est draconien : coupures dans l'emploi public ; réduction de 25 % du salaire pour les employés publics ; baisse des pensions de 20 % ; augmentation de l'âge de la retraite ; de grandes coupures dans les services publics ; des reculs graves dans les droits du travail, comme l'abolition des conventions collectives, la libéralisation et la baisse du coût des licenciements ; une augmentation très importante des d'impôts (la TVA passe de 19 % à 23 % et les taxes sur l'essence, l'alcool et le tabac passent à 10 %, alors que les impôts pour les patrons diminuent) ; privatisations de tout ce qui reste encore à privatiser.

Les travailleurs grecs ont défini avec précision l'objectif du plan : « **ils veulent nous transformer en pauvres** », « **ils veulent nous faire retourner aux années 50** ». C'est un plan pour saigner sauvagement le peuple grec afin que les banquiers allemands, français et grecs, ainsi que d'autres rapaces financiers continuent à s'enrichir avec la grande affaire de la dette publique. Pour cela, ils ont transformé la Grèce en un protectorat économique sans souveraineté nationale.

L'UE au bord de l'abîme

La crise grecque et son effet de « contagion » ont désamorcé une crise générale qui a placé la zone euro et l'UE au bord de l'abîme et menace avec une nouvelle crise financière mondiale, encore plus dévastatrice que celle qui s'est déchaînée après la faillite de Lehman Brothers en 2008. Dans une tentative désespérée, l'UE a approuvé un plan européen majeur de « sauvetage », doté de 750 milliards



d'euros, destiné à des prêts d'urgence aux pays de l'euro en risque de cessation de paiements. Le FMI (où les Etats-Unis ont le dernier mot) se chargera du tiers de ces fonds. Il a été décidé aussi que la Banque Centrale Européenne achète la dette publique et privée des pays en danger et maintienne toutes les facilités de crédit aux banques. En même temps, les gouvernements de l'Allemagne et de la France ont imposé **un système strict de contrôle qui, comme pour la Grèce, transforme les pays périphériques dans de véritables protectorats économiques.**

La clé du plan de sauvetage de l'UE n'est rien d'autre que d'imposer un recul historique à la classe ouvrière européenne. C'est pourquoi des conditions radicales ont été établies pour appartenir à la zone euro et à l'UE, ainsi que des mesures draconiennes pour accéder aux fonds de « sauvetage », selon le modèle grec. Il est écœurant d'entendre dire que les prêts sont pour « aider la Grèce », quand le peuple travailleur grec ne verra pas un seul euro de cette « aide » mais, au

contraire, seulement des pénalités et des souffrances.

La Grèce annonce déjà les plans d'ajustement pour toute l'Europe, à commencer par des pays plus faibles comme le Portugal, l'Espagne, l'Irlande ou l'Italie. Les gouvernements espagnol et portugais ont déjà annoncé un paquet radical de durcissement de leurs plans de choc. Il est prévu, en outre, que ces plans vont encore s'intensifier, parce que le recul économique qu'ils provoquent finit par produire davantage de déficit public et davantage de dette... jusqu'à ce que le pays, saigné à blanc et épuisé, ne puisse pas payer et soit obligé de déclarer la cessation des paiements.

A bas l'UE ! Pour une Europe des travailleurs et des peuples !

La Grèce a mis en évidence qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre de l'UE ni dans le cadre du respect des bases du capitalisme. L'UE s'est montrée comme l'expression saugrenue de l'Europe du Capital et comme une créature antidémocratique irréformable. Il n'y a pas moyen de faire face à l'acuité de

la crise grecque, à la catastrophe que cela représente pour le peuple grec, si ce n'est en déclarant la **non-reconnaissance de la dette**, en **rompant avec l'euro et avec l'UE** et en prenant des **mesures radicales et urgentes pour réorganiser l'économie** au service de la grande majorité : exproprier la banque, nationaliser les entreprises stratégiques, distribuer le travail, établir le monopole du commerce extérieur et chercher la solidarité de classe des travailleurs européens, dans la lutte commune pour une Europe des travailleurs et des peuples, pour des Etats-Unis Socialistes de l'Europe.

« Nous sommes tous des travailleurs grecs »

Le conflit grec est la première grande épreuve de force entre le capital financier et la classe ouvrière européenne, une classe ouvrière qui a la chance que cette première épreuve se joue en Grèce, le pays avec la classe ouvrière la plus combative du continent et où la bureaucratie syndicale trouve davantage de difficultés pour contrôler un mouvement ouvrier dans la base duquel la gauche de classe et combative dispose d'un poids important.

Les travailleurs grecs sont un exemple magnifique de combativité et de courage pour toute la classe ouvrière européenne. Ils marquent le chemin à suivre et méritent, étant la partie la plus avancée, la plus ample solidarité de classe. Nous devons tous répondre à l'appel des travailleurs grecs : « **Peuples de l'Europe, debout !** ». La lutte de la Grèce est la nôtre, celle de tous. Soutenir la Grèce et unir nos forces contre les plans d'ajustement, voilà la grande tâche des travailleurs.

Organiser la résistance commune à l'échelle européenne

Différentes organisations syndicales européennes ont signé un manifeste intitulé « Nous sommes tous des travailleurs grecs », dans lequel elles affirment : « *Pour sauver leur système capitaliste, les patrons et les actionnaires se sont organisés internationalement. Le mouvement syndical*



Il faut leur barrer la route

La crise... que les capitalistes la payent !

Le 16 mai, à Madrid, plus de 10 mille personnes ont répondu à l'appel lancé par une vingtaine d'organisations syndicales, contre le plan d'austérité de José Luis Zapatero. Les organisations déclarent « *travailler pour rendre possible le plus vite possible une Conférence, à l'échelle de l'Etat, des organisations du syndicalisme combatif de classe, qui fasse opposition à ce plan infâme d'ajustement, qui propose un plan de mesures ouvrières d'urgence contre la crise et qui prépare les conditions pour une grève générale* ». Un bel exemple ! (Déclaration complète sur notre site.)

doit agir au-delà des frontières pour imposer un autre système, différent. (...) Nous espérons avancer dans l'instauration d'un réseau syndical alternatif en Europe, ouverte à toutes les forces qui veulent combattre contre le capitalisme et le libéralisme.

Développons et coordonnons les luttes sociales et construisons la résistance commune au niveau européen ! Face à la crise du système capitaliste, il faut la grève générale. Quant à nous, nous voulons la faire ! ».

Soutenir cette lutte avec toutes nos forces et faire des pas pratiques sur ce chemin, voilà le compromis des organisations européennes de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI), engagées dans la lutte pour construire une nouvelle direction politique et syndicale des travailleurs européens, indispensable pour avancer vers le renversement de la bourgeoisie et l'établissement du socialisme basé sur la démocratie ouvrière.

« La situation est la plus grave depuis la seconde guerre mondiale, peut-être depuis la première. »

Jean Claude Trichet,
président de la Banque Centrale Européenne
Der Spiegel, 15/05/2010

« J'ai pleine confiance dans la Banque Centrale Européenne. Ce ne sont pas les plus faibles qui doivent prendre les décisions, mais les plus forts. »

Angela Merkel
Süddeutschen Zeitung, 15/05/2010

Assez d'impunité pour Israël !

Extraits d'une déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI (texte complet sur notre site)

Le massacre commis par l'armée israélienne contre la flotille qui apportait de l'aide humanitaire à la Bande de Gaza a montré une fois de plus le véritable visage de l'Etat d'Israël. L'armée sioniste a effectué un abordage en eaux internationales sur des bateaux qui transportaient 10 mille tonnes d'aide humanitaire (ciment, aliments, médicaments, jouets et livres) et 750 militants (membres d'ONG's, pacifistes, journalistes, auteurs et parlementaires européens). Parmi les participants se trouvait Heydi Epstein, 85 ans, survivante de l'holocauste juif, qui combat l'agression envers les Palestiniens depuis que les sionistes ont perpétré leur massacre dans les camps de Sabra et Chatila en 1982. [...]

L'insolence d'Israël n'a pas de limites : ils ont accusé les militants d'être des membres du Hamas et d'Al-Qaida (en mettant les deux organisations sur le même pied) ; ils ont déclaré qu'ils avaient dû tirer en légitime défense (quand c'était eux qui assaillaient dans les eaux internationales) et qu'ils avaient agi contre la flotille parce qu'Israël était menacé.[...] Ce massacre a montré que l'Etat nazi-sioniste d'Israël est tout disposé à exterminer non seulement le peuple palestinien, mais aussi tous ceux qui osent l'aider, ne fut-ce qu'en lui apportant des aliments pour qu'il ne meure pas de faim.

La proposition de créer un Etat palestinien dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie [...] est irréalisable, non seulement parce qu'elle laisserait les Palestiniens sans leur terre et à la merci d'Israël, mais aussi parce qu'Israël n'est même pas disposée à cela.

Ce nouveau massacre montre finalement qu'il n'y a pas de solution pacifique pour Israël. Aux militants de la flotille, elle leur répond en ouvrant le feu et en semant la mort. Il faut se rappeler que ce n'est pas la première fois que des militants internationaux s'opposant au génocide perpétré par Israël sont attaqués. Cela a été le cas avec la militante juive américaine

Rachel Corrie, qui s'opposait pacifiquement à la destruction de maisons de Palestiniens et qui a été écrasée par une excavatrice israélienne, il y a sept ans. Un des bateaux qui doit encore arriver avec l'aide humanitaire porte son nom.

C'est une honte qu'il y ait des accords commerciaux préférentiels comme ceux du Mercosur et de l'Union européenne avec Israël. [...] C'est maintenant l'heure d'exiger de tous les gouvernements du monde qu'ils ferment leurs ambassades en Israël, qu'ils ne reconnaissent plus cet Etat assassin et qu'ils ne traitent plus avec lui. Il faut imposer le boycott de tous les produits israéliens et empêcher tout commerce avec les assassins.

Nous lançons un appel aux organisations ouvrières, aux syndicats, à organiser le boycott d'Israël comme on l'a fait à l'époque contre l'Afrique du Sud de l'Apartheid. Nous ne pouvons pas attendre des gouvernements qu'ils le fassent. Nous, les travailleurs du monde entier, nous pouvons l'obtenir en empêchant le transport de n'importe quelle marchandise en provenance ou à destination d'Israël.

Il faut dénoncer l'hypocrisie des gouvernements des Etats-Unis et de l'Union européenne [...] et de l'ONU elle-même, qui regrettent les morts mais ne condamnent pas Israël. Ils se mettent à exiger des auteurs même du massacre de mener l'enquête sur les faits qui se sont passés. Mais les faits sont incontestables : les Israéliens ont assailli, avec des armes à feu et en eaux internationales, une flotille de militants qui apportaient de l'aide humanitaire, en assassinant et en blessant des dizaines de personnes.

L'ONU, qui est au service de l'Impérialisme, qui soutient depuis 70 ans ses agressions militaires, n'a pas condamné les faits actuels. Et les « condamnations » précédentes, quand elles visaient Israël, n'ont été que de simples déclarations sans aucun résultat pratique.

C'est l'heure d'obliger le gouvernement égyptien de Hosni Mubarak à ouvrir immédiatement, totalement et définitivement les frontières sur lesquelles il veille au profit d'Israël et qui permettent le blocus et la faim du peuple palestinien. Il ne suffit pas qu'il ouvre le poste de Rafah pendant quelques heures ou quelques jours pour le passage de l'aide humanitaire ou de quelques malades. Le peuple de Gaza a le droit de pouvoir se déplacer, d'entrer et de sortir de sa terre, ainsi que d'avoir libre passage pour tout type de marchandises, sans les restrictions que lui impose le gouvernement israélien.

Les peuples arabes exigent depuis longtemps que leurs gouvernements cessent de s'accorder et de négocier avec Israël, que ces gouvernements cessent de reconnaître l'Etat d'Israël, que ceux qui maintiennent des relations diplomatiques les rompent immédiatement. Tout l'appui au peuple palestinien est nécessaire contre ceux qui les massacrent jour après jour.

Le gouvernement turc a rappelé son ambassadeur en Israël et a suspendu les manœuvres militaires conjointes qu'il avait prévues avec elle. Plusieurs militants assassinés par les troupes sionistes, ainsi que le bateau où il y a eu les morts, étaient de nationalité turque. Il faut exiger d'Erdogan, président de la Turquie, qu'il rompe définitivement avec Israël, l'Etat auquel jusqu'à présent il donnait couverture parmi les pays musulmans.

C'est l'heure de combattre pour mettre un terme une fois pour toutes à ce fléau de l'humanité appelé l'Etat d'Israël, un Etat raciste et génocidaire. Ce n'est qu'avec la destruction de l'Etat d'Israël que l'on pourra construire la paix en Palestine. Il n'y a rien à négocier avec Israël, si ce n'est sa propre fin. Les Palestiniens ont le droit de récupérer leur pays. Ainsi pourra s'ériger une Palestine laïque, démocratique et non-raciste.

São Paulo, le 1er juin 2010

**Il faut se mobiliser d'urgence partout dans le monde contre le massacre sioniste !
Il faut mettre un terme, une fois pour toutes, à l'Etat d'Israël !**



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Le 50ème anniversaire de l'indépendance

Il n'y a rien à fêter

A 50 ans de son indépendance, la RDC serait, à en croire les médias, une jeune démocratie qui a des maladies de jeunesse mais qui est sur la bonne voie. D'ailleurs, pour qui en douterait, voici la preuve irréfutable : ce pays vote librement. Ce serait un Etat fort et souverain, un Etat qui produit, importe et exporte pour son propre développement, au bénéfice de sa population... Qu'en est-il réellement ?

Joseph Kabila : un gouvernement reconnaissant envers son colonisateur

Lors des festivités de ce 50ème anniversaire, le Roi des Belges sera l'invité du Président de la République Démocratique du Congo, Joseph Kabila. Cette invitation, loin d'être vue comme un affront aux souffrances de millions de congolais durant la période coloniale, est appréciée, par le gouvernement belge, évidemment, mais aussi par l'ambassadeur de la RDC, invité dans les colonnes de l'hebdomadaire du PTB. A la question « Comment voyez-vous le futur des relations entre la Belgique et le Congo ? », il répond : « Aujourd'hui, il faut qu'on tende le micro aux choses positives, aux choses qui ont marché. Dans la colonisation, il y a eu du courage, de partir si loin, de prendre en charge un pays 80 fois plus grand que la Belgique, d'essayer de le diriger, d'essayer de le mettre sur la place publique dans le monde. »¹

Cette nostalgie d'un colonisateur « courageux » n'est guère surprenante de la part de l'élite congolaise qui s'enrichit grâce à l'exploitation du sous-sol de son pays et qui « passe son temps dans les bars plutôt que dans les bibliothèques »². Ce n'est pas étonnant, dans un pays où les écoles manquent de bibliothèques, où les enfants n'ont parfois même pas de bancs pour écrire. Mais il ne faut pas croire que ces messieurs soient des incapables : ils sont capables d'être de bons élèves des puissances impérialistes.

Un pays toujours colonisé

Durant les années de dictature de Mobutu, le pays a

contracté une dette importante auprès du FMI et de la Banque Mondiale. Cette dette, que le peuple congolais continue à payer, constitue un moyen de pression de l'impérialisme pour que le gouvernement congolais liquide les services publics et, surtout, privatise totalement le secteur minier, déjà bien investi par les multinationales.

George Forrest, un « pionnier » de l'exploitation minière du Katanga, ne s'y trompe pas : « *Ce qui m'intéresse*

fondamentalement, c'est de continuer à croître : stabiliser les 70 000 tonnes de production annuelle de cuivre puis aller très vite vers les 150 000 tonnes, d'ici à 2012. L'objectif des 400 000 tonnes est maintenu, mais cela dépendra de l'évolution du marché »³. Ces vautours investissent des centaines de millions de dollars pour extraire le plus possible de ressources naturelles qui échappent en grande partie à l'Etat congolais.

Et c'est là l'enjeu réel de toutes les compagnies présentes au Congo, même quand elles promettent, comme les chinoises, de construire au passage quelques routes (qui leur serviront évidemment !) et l'un ou l'autre hôpital comme « dédommagement » pour le pillage des ressources naturelles.

L'occupation de l'ONU et le contrôle de l'armée.

Il faut toutefois protéger ces investissements étrangers, éviter la révision des contrats miniers.

Après le renversement de la dictature de Mobutu en 1997 par une Alliance dirigée par Laurent Désiré Kabila,⁴ le nouveau régime, qui ne semblait plus vouloir brader son pays aux grandes compagnies impérialistes, est attaqué de toutes parts. La guerre fait des millions de victimes et un cessez-le-feu est signé en 1999. Une Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC) est alors dépêchée sur place pour faire respecter ce dernier.

La MONUC est actuellement la mission de l'ONU la plus importante de la planète, avec 20.500 militaires de 58 pays. Elle doit garantir la stabilité du

« *Cette indépendance du Congo [...] c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang. C'est une lutte qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage, qui nous était imposé par la force [...] Nous avons connu le travail harassant, exploités en échange de salaires qui ne nous permettaient pas de chasser la faim, de nous habiller, de nous loger décemment, ou d'éduquer nos enfants comme des êtres chers [...] Nous avons connu les sarcasmes, les insultes, les coups endurés matin, midi et soir, parce que nous sommes des nègres [...] Nous avons vu nos terres spoliées au nom de textes prétendument légaux, qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort [...] Nous n'oublierons jamais les massacres dans lesquels tellement d'entre nous périrent, les cellules dans lesquelles furent torturés ceux qui refusèrent de se soumettre à un régime d'oppression et d'exploitation.* »

Patrice Lumumba - Bruxelles 1961

« *L'histoire de la République démocratique du Congo, c'est aussi celle des Belges, missionnaires, fonctionnaires et entrepreneurs qui crurent au rêve du Roi Léopold II de bâtir, au centre de l'Afrique, un Etat. Nous voulons rendre hommage à la mémoire de tous ces pionniers.* »¹

Joseph Kabila - Bruxelles 2004



pays pour permettre aux investisseurs d'implanter leurs industries et d'acheminer les matières premières en toute sécurité. Car, bien que le fils de Laurent Désiré Kabila renoue avec les investisseurs étrangers et redémarre le pillage du pays, le problème de l'instabilité persiste.

La Belgique au premier rang de l'occupation

Après la mort des parachutistes au Rwanda, la Belgique avait décidé en 1998 que « *notre pays ne s'engagera plus dans des opérations militaires dans les pays d'Afrique avec lesquels il a entretenu des liens coloniaux* »⁵. Elle trouve cependant un détour par mercenaires interposés. Le contingent béninois de la MONUC, destiné au Katanga (le fief d'Umicore) et composé de 750 soldats, est formé depuis 2004 par la Belgique dans le cadre d'un accord de coopération militaire. En 2005, l'Union européenne crée la « Mission de conseil et d'assistance de l'UE en matière de réforme du secteur de la sécurité en RDC » (EUSEC – RDC Congo). Le quart des effectifs de cette mission est composé de Belges.⁶ Nous ne comprenons pas que le PTB puisse approuver cette intervention.⁷ Son but est de réformer l'armée et de créer des forces congolaises de réaction rapide,



soigneusement contrôlées par l'ancien colonisateur.

Au Conseil des ministres du 2 septembre 2005, la proposition du Ministre de la Défense, André Flahaut, est approuvée pour l'appui en moyens militaires aériens belges à la RDC, ainsi que pour la désignation des candidats congolais destinés à recevoir la formation continuée des cadres de l'Armée intégrée congolaise. La Belgique finance l'intervention des troupes « béninoise » et contribue aussi avec des avions sans pilotes de type B-Hunter.⁸

L'indépendance passe par l'expulsion des troupes étrangères.

Ainsi, les différentes puissances impérialistes occupent le pays pour garantir leur commerce au mépris total de la population qui continue à souffrir

de la guerre et est maintenue dans la misère par un Etat qui ne fait rien pour développer son pays. Pour légitimer le pouvoir du docile président Joseph Kabila, l'ONU a

organisé des élections qui doivent légitimer l'état de fait d'un Congo occupé et dépecé par les puissances étrangères. Ce « passage à la démocratie » est aussi une stratégie des grandes puissances de négocier avec les groupes armés en les intégrant dans la vie politique « démocratique » et son parlement.

Cette « démocratie sous occupation » ne peut pas mobiliser les ressources du pays pour développer l'industrie et les services dont les Congolais ont réellement besoin. Pour cela, il faut que les communautés, les syndicats et les associations reprennent la voie de la libération, engagée par Lumumba, et continuent à se mobiliser pour exiger le retrait de la MONUC et pour dénoncer la soumission du gouvernement aux puissances impérialistes et aux vautours de la rapine des ressources naturelles. C'est ce message que nous devons envoyer au peuple congolais lors de l'anniversaire de son indépendance.

¹ Solidaire, 16/03/2010

² Dans son ouvrage intitulé « *Le Congo, terre d'avenir, est-il menacé ?* », Lumumba recommande aux Congolais de fréquenter les bibliothèques au lieu de passer leur temps dans des bars.

³ Le Jeune l'Afrique l'Intelligent, 29/04/2009

⁴ Le père de l'actuel président - voir Presse Internationale n° 5, mai 1997

⁵ Note de politique générale du Gouvernement du 28 janvier 1998, lors des débats de la Commission Rwanda au Sénat.

⁶ Voir le site de l'Armée belge, www.mil.be

⁷ « *A un moment où la capacité militaire de l'armée congolaise est limitée et où l'Etat congolais est extrêmement affaibli, cette intervention [de l'Union européenne] signifie un soutien objectif aux nationalistes rassemblés autour de Joseph Kabila.* » - Pour le PTB, Joseph Kabila serait « un nouveau Chavez ou Morales, cette fois au cœur de l'Afrique ». Solidaire, 21/06/2006

⁸ Le Soir 17/01/2006, 04/02/2006, 21/03/2006

⁹ Discours au Sénat en février 2004 - voir Solidaire, 18/02/2004



**Pour une réelle indépendance du peuple congolais :
expulsion de la MONUC et de toutes les forces étrangères !**

Expulsion de tous les conseillers militaires étrangers !

Nationalisation totale du secteur minier !

NON au paiement de la dette ! Abrogation des accords avec le FMI !

Après le séisme, la « reconstruction » ?

Suite au séisme du 12 janvier en Haïti, des étudiants belges et haïtiens ont constitué à Louvain-La-Neuve un collectif Ensemble pour Haïti pour promouvoir la solidarité avec le peuple de ce pays. Le 3 mai dernier, le collectif a organisé une soirée de soutien et de discussion sur la situation du pays et les perspectives de reconstruction. Voici quelques extraits d'une interview avec David, un membre haïtien du collectif, très engagé dans les mouvements dans son pays. L'ensemble de l'interview est publié sur notre site, www.lct-cwb.be.

On entend souvent que 70% de l'aide destinée à Haïti n'y arrive pas.

Elle n'arrive pas au peuple haïtien. La majorité de l'aide accordée à Haïti est destinée à payer le salaire des troupes de la MINUSTAH. Cela fait six millions de dollars par mois, sans compter les cadres de la MINUSTAH. Disons que pour la MINUSTAH c'est au moins dix millions de dollars par mois, soit 120 millions par an.

Et les ONG, Médecin du monde, UNICEF... ?

Allez demander aux Haïtiens ! Par exemple, il y a Care-Haïti, une ONG étasunienne déployée dans le Nord-Ouest d'Haïti. Elle y fait tout, elle y remplace l'Etat haïtien, depuis cinquante ans, et d'année en année, la situation de la population s'aggrave. Pour moi, c'est stupide qu'une ONG vienne dans une zone pour cinquante ans.

Pourquoi les Etats-Unis s'intéressent-ils tellement à Haïti ?

Ce sont les Etats-Unis qui dirigent Haïti en quelque sorte. Haïti est un pays dont 60% du budget national dépend de l'aide extérieure, ce n'est pas rien. On vous parle de l'US-AID, l'agence américaine d'aide au développement. Mais cette « aide », c'est l'un des principaux outils de colonisation de tous les pays impérialistes, c'est cette arme secrète, civile, non militaire des Etats-Unis, mais qui est très puissante. Elle ne vient pas, par exemple,

pour aider à renforcer les cadres, non, elle vient avec ses propres cadres, pour remplacer les gens sur place.

L'aide [nécessaire], c'est surtout à travers la formation des gens, une prise de conscience. Il faut qu'il y ait cette prise de conscience. Le problème, c'est que le peuple est endormi aussi avec l'« aide ». Ça devient comme une religion. C'est un opium. Parce que les colonisateurs, ils ne disent rien du tout. Ils viennent, ils écoulent leurs produits, ils écrasent complètement votre économie. Mais on ne s'en aperçoit pas. Et il y a beaucoup de jeunes qui viennent, mais ils ne se rendent pas compte que c'est travailler dans le système, un système colonial. Je me demande, quel pays, « aidé » par les Nations Unis, est sorti de la misère ?

Les Etats-Unis ont proposé des lois pour ouvrir le marché haïtien.

Tu te réfères à la loi HOPE, qui permet au textile haïtien d'arriver sur le marché américain sans payer de taxes. Les gens qui en profitent vraiment, c'est encore la bourgeoisie, le patronat. Quand il y avait des taxes, ils payaient aux gens 72 gourdes par jour. Avec la loi Hope, ils ne payaient plus de taxes, mais ils payaient toujours 72 gourdes, disons bien, 1,40 par jour. Donc ça veut dire qu'on reste avec environ un euro pour manger. Si on a des enfants, je ne sais pas, peut-être qu'on doit les tuer. Mais avec la crise du travail, il y a cette peur de revendiquer. La revendication pour les 200 gourdes, c'était

surtout grâce aux étudiants. Pour moi, c'est un problème mondial. Qui sait quel pays sera sous-développé dans 15 ans ? Peut-être qu'il y a certains pays qui en souffrent déjà beaucoup plus, Haïti a toujours été exploité par les Etats-Unis.

Et la reconstruction ?

Quelle reconstruction ? La reconstruction c'est tout simplement une forme de colonisation. Premièrement, ça devrait passer avant tout par l'éducation. Pour la reconstruction d'Haïti, on n'a pas consulté les Haïtiens, non. Vous savez qui on a vraiment consulté en Haïti ? Les grands entrepreneurs haïtiens. Les intellectuels haïtiens n'ont pas été consultés. Les Haïtiens qui sont dans les rues n'ont pas été consultés pour savoir ce qu'ils veulent.

Pour moi la reconstruction devrait être faite ainsi : les Haïtiens se consultent entre eux. Il devrait y avoir une conférence nationale, ou un rassemblement national, de toutes les forces vives, tous les gens, tous les quartiers. Il y a des forums de discussion, les gens discutent, pour savoir ce qu'ils veulent. On fait des synthèses. On regroupe pour savoir ce que nous autres Haïtiens nous voulons. Et alors on dit : toi la Belgique tu viens, tu dis : ok, parmi tout ce dont tu as besoin, on peut te donner ça. Tu me donnes ce que tu peux, les matériaux pour réaliser mon travail. Je ne veux pas qu'on vienne le réaliser pour moi.

*Vous pouvez verser sur le compte ci-dessous une contribution pour le peuple haïtien, qui sera transmise intégralement à **Batay Ouvriye**, « un mouvement haïtien de lutte ouvrière qui permet aux membres de cette classe de participer aux luttes démocratiques de ce pays. Il s'oppose nettement à la collaboration de classe avec les exploités et leur appareil de domination - l'Etat - et se solidarise avec l'ensemble des couches dominées et exploitées de ce pays, ainsi qu'internationalement, en participant à leur travail d'organisation et de lutte. » (www.batayouvriye.org)*

Comité UPS Vallecás-Trabajadores Haití

IBAN: ES24 2100 4035 8722 0005 3765

BIC: CAIXESBBXXX